

## **Pièce P-60**

Verbatim de l'entrevue accordée par M<sup>e</sup> Marcel Blanchet à  
monsieur Paul Arcand le 20 octobre 2009

20 OCTOBRE 2009

(2-CHMP7-74932)

98,5 FM, MONTRÉAL, PUISQU'IL FAUT SE LEVER

08H32, DURÉE : 10 MINUTES

ANIMATEUR : PAUL ARCAND

## **AFFAIRE BENOÎT LABONTÉ : LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DONNE DES EXPLICATIONS SUR LA LOI**

**ARCAND :** Alors, on va tenter, ce matin, de démêler un certain nombre de choses au sujet du financement des partis politiques, des courses à la direction de ces partis politiques, avec comme invité le Directeur général des élections, monsieur Marcel Blanchet. Bonjour, monsieur Blanchet.

**MARCEL**

**BLANCHET :** (Directeur général des élections du Québec) Oui, bonjour, monsieur Arcand.

**ARCAND :** D'abord, je voudrais tout de suite, comme on dit, prendre le dossier le plus chaud, là, celui de Benoît Labonté. Madame Harel prétend que vous avez été contacté par un ancien collecteur de fonds de monsieur Labonté et que cet homme en question, donc, a eu des pressions médiatiques, mais essentiellement que Pierre Vaillancourt vous aurait contacté pour vous parler d'un certain nombre de choses. Est-ce que c'est vrai ou pas ?

**BLANCHET :** Oui, c'est exact. Cette personne s'est adressée à nos bureaux, et à ce moment-ci, il y a des... des gens de notre service de vérification qui sont en contact avec lui.

**ARCAND :** O.K. Et pouvez-vous nous dire un peu sur quoi ça porte ?

**BLANCHET :** Ha! Ha! Même pas, là. C'est une information que j'ai eue hier en fin de journée. Et là, là-dessus, mon directeur du service de vérification m'a informé, effectivement, qu'on avait eu un appel que l'on contacterait pour voir ce qu'il a à nous dire.

ARCAND : O.K. Est-ce qu'il y a d'autres appels de d'autres personnes concernant cette affaire-là, ou c'est le seul ?

BLANCHET : Ce matin, à 8h30, là, j'en ai pas... je n'en ai pas reçu d'autres encore. On espère bien en avoir, parce que là, c'est ça la difficulté qu'on a dans ce dossier-là : il y a eu beaucoup de déclarations de fautes, mais on est incapable d'avoir des noms, sauf celui que vous avez mentionné. On s'adresse aux médias, on leur dit : « Pouvons-nous connaître vos sources, pour qu'on puisse les contacter. » Il faut pouvoir vérifier ; puis semble-t-il qu'on peut pas l'avoir. Alors, à ce moment-là, on va – Ha! Ha! – on va voir comment est-ce qu'on peut se démêler dans tout ça. Mais on lâchera pas le morceau tout de suite.

ARCAND : Il y a des... non, je comprends. Mais il y a pas un média qui va dévoiler sa source. Si la source veut parler, elle est capable de vous rejoindre. Moi, j'ai une source demain matin qui me dit quelque chose, j'irai pas vous donner son nom.

BLANCHET : Bien, c'est ça : on compte là-dessus, parce que sinon, là, on va nous reprocher encore d'être capables de rien faire, même si on peut pas... on peut pas forcer les gens, finalement, à venir nous parler si on n'est pas capable de les identifier, là.

ARCAND : O.K. Mais là, je voudrais juste clarifier quand même un certain nombre de choses avec vous. Il faudrait que ça soit bien clair pour les gens. Vous avez pas droit de regard, vous, dans le financement des courses à la direction des partis.

BLANCHET : Effectivement. La loi, tant au niveau provincial que municipal, au moment où on se parle, ne prévoit aucune règle en matière de financement des... des courses à la chefferie. Par ailleurs, ce que je dois ajouter, c'est que cette question-là a été étudiée dans le cadre d'un groupe de réflexion que j'avais mis sur pied en 2005 ; un rapport qui a été produit en 2007. On en est rendu maintenant à regarder la faisabilité, l'opérationnalisation de tout ça. On espère bien que ça va pouvoir aboutir prochainement.

ARCAND : Ça veut dire qu'un candidat à la direction d'un parti peut recevoir un million de dollars d'un entrepreneur, et c'est parfaitement légal.

BLANCHET : Exactement. Il y a aucun... aucune règle applicable en semblable matière.

ARCAND : Mais dans le cas qui nous intéresse, puisque les... disons, nouvelles sur Benoît Labonté portent sur de l'argent qu'il a reçu dans le cadre d'une course à la direction, en quoi ça vous concerne ? Pourquoi le gars vous appelle ?

BLANCHET : Ah. Parce que là, effectivement : est-ce que l'argent reçu a servi uniquement à monsieur Labonté et à sa campagne, ou si ça a pas pu servir aussi au parti ? Alors là, ça deviendrait différent : parce

que le financement d'un parti politique, ça, c'est contrôlé par la loi et supervisé par le Directeur général des élections.

ARCAND : O.K. Vous, vous essayez de voir si, par exemple, il y a eu des transferts vers d'autres comptes.

BLANCHET : Bien, c'est ça, effectivement. Est-ce que cet argent-là a été utilisé uniquement pour les fins qui ont été énoncées publiquement, ou si ç'a servi à d'autre chose ? Alors, c'est ça qu'on va regarder.

ARCAND : Mais ça veut dire, là... si mettons que je suis un être foncièrement corrompu et que je veux m'acheter un candidat, si je le fais dans le cadre d'une course à la direction d'un parti, c'est le moyen le plus sûr de pas être poursuivi, lui comme moi ?

BLANCHET : Écoutez : il y a une question d'éthique. On comprend effectivement que sur le plan juridique, il y a... il y a un manque de règles. Mais sur le plan éthique, ça va pas du tout. Je pense que tout le monde s'entend là-dessus.

ARCAND : Non, non, mais je comprends, mais quelqu'un qui dit : « Moi, là, je veux m'assurer qu'il pose pas de questions à la... au conseil municipal, ou qu'il pose pas de questions publiquement », je contribue à sa caisse, je peux mettre l'argent que je veux, il y a aucune déclaration à faire, j'ai rien à demander. C'est de se payer un candidat, quand on fait ça.

BLANCHET : Ah, c'est extrêmement délicat ; c'est extrêmement navrant, quant à moi, là ; et c'est pour ça qu'il faut régler ça.

ARCAND : Et ça, c'est vrai au niveau municipal puis au niveau provincial ?

BLANCHET : C'est ça. Exact.

ARCAND : Donc, au Parti libéral, c'est la même chose, puis au Parti québécois c'est la même chose.

BLANCHET : C'est la même chose au niveau des lois – c'est ça – des lois provinciales que de la loi municipale. Et c'est pour ça, encore une fois, que... qu'il y a un projet qui est actuellement sur la table – j'espère qu'il va aboutir prochainement – pour corriger cette situation.

ARCAND : Voulez-vous m'expliquer la logique des dons anonymes ?

BLANCHET : Les dons anonymes, c'est des personnes... Hal Ha! La logique... Écoutez : c'est dans la loi municipale, déjà, depuis – et la loi provinciale, aussi – depuis déjà longtemps, là, depuis l'avènement de cette loi-là, dans les années... à la fin des années 70. Et là, ça prévoit effectivement qu'il y a un 20 pour cent de dons anonymes qui sont versés à l'occasion d'un événement politique, 20 pour cent maximum de... de... de ce que peut recueillir un parti, qui peut effectivement être ainsi réglé par des dons anonymes. Alors, quant

à moi, ça n'a pas de bon sens. Et dans le fameux rapport dont je viens de vous parler, là, c'est prévu quant à moi qu'on devrait abroger ça complètement, enlever ça.

ARCAND : O.K. Ça veut dire, pour prendre un exemple, mettons que je suis un entrepreneur de Longueuil qui fait affaire avec Montréal. Je m'en vais à une assemblée d'un parti politique. J'ai mon enveloppe jeffée (?) avec des billets de cinq dollars, j'en ai pour 25 000. Je mets ça dans le fond du panier : c'est parfait.

BLANCHET : À la condition qu'au total à la fin de l'année, les montants ainsi recueillis n'excèdent pas 20 pour cent du financement du parti.

ARCAND : O.K. Un parti qui ramasse un million peut aller collecter 200 000 en dons anonymes.

BLANCHET : C'est en plein ça.

ARCAND : Et il faut toujours que ça soit dans le cadre d'une activité ?

BLANCHET : Absolument, oui, oui. On peut pas... donner des enveloppes comme ça, un peu partout, dans différentes circonstances, là : il faut que ça soit dans le cadre d'une activité de financement politique.

ARCAND : Mettons une assemblée de cuisine dans un restaurant ?

BLANCHET : Bien là, ça a pas l'air d'une activité politique, là. En fait, il faut voir à...

ARCAND : L'assemblée de cuisine, c'est une activité politique.

BLANCHET : Bien là, dans la mesure où c'est... c'est déclaré, là, on peut pas contrôler toutes les rencontres qu'il peut y avoir en fait, dans les assemblées de cuisine, par exemple. L'exemple que vous donnez est très pertinent. Une... Un dîner au restaurant où les gens s'échangent des enveloppes brunes, je pense que c'est pas ça qui est visé par la loi, là.

ARCAND : Dans la dernière année, là, il y a combien de plaintes concernant le monde municipal qui ont été logées chez vous ?

BLANCHET : Oh, là, là.

ARCAND : À peu près, là. Un ordre de grandeur.

BLANCHET : Faudrait... Il faudrait que je regarde dans le rapport annuel. Je m'attendais pas à cette question-là. Mais si vous voulez, je peux faire vérifier dans le rapport annuel que je viens... que je viens de produire à l'Assemblée nationale. Et mon chercheur va vous appeler et vous allez pouvoir le... le répéter en ondes.

ARCAND : O.K. Mais juste à vue de nez comme ça, est-ce qu'il y a beaucoup de cas ? Êtes-vous soumis à bien des... des questions qui concernent l'éthique municipale ?

**BLANCHET :** Effectivement. Écoutez : on a un service d'enq... de vérification et d'enquête, ici, qui est constamment sollicité, tant au niveau provincial, municipal que scolaire aussi – parce qu'on vise également le scolaire. Alors, ces gens-là sont occupés à plein temps. Pour dire, il y a quatre ou cinq enquêteurs, dépendant des moments, là, qui s'occupent de vérifier tout ça et on en a effectivement des cas. Si vous regardez encore une fois notre rapport annuel, vous allez voir qu'il y a tout un chapitre qui concerne ces... ces plaintes-là et ces poursuites qu'on reçoit.

**ARCAND :** Mais vous savez, moi, je me souviens quand René Lévesque qui a fait croisade contre les enveloppes brunes puis contre les mallettes, puis qui racontait qu'à l'époque où il a nationalisé l'électricité, il y a des gens qui arrivaient pour l'acheter – il venait juste d'être nommé ministre.

**BLANCHET :** Oui.

**ARCAND :** Et quand il a présenté cette loi, c'était pour un financement populaire, démocratique, propre. Et je m'aperçois que dans la loi même de l'époque, il restait quand même des portes ouvertes aux enveloppes.

**BLANCHET :** Effectivement. C'était... C'était un... un geste extrêmement important qui a été fait dans notre société d'avoir prévu cette loi-là. Mais elle n'est pas parfaite ; et il y a pas de loi parfaite. Et même si à l'époque elle pouvait sembler boucher tous les trous, on s'est aperçu qu'il y en a qui ont trouvé le moyen de passer à côté. Alors ça, on en est très conscients. Puis justement, on travaille présentement avec l'appui des partis politiques – il faut bien le souligner, et je l'apprécie – pour trouver le moyen de colmater les brèches. Alors ça, là-dessus, effectivement, au départ, en 1977-78, quand cette loi-là a été adoptée, ça a été évidemment un modèle à suivre et qui a été suivi d'ailleurs par plusieurs pays, là, ou provinces canadiennes. Mais là, on en est rendu à une étape, une trentaine d'années plus tard, où il faut revoir ça. Il faut vraiment voir quels sont les corrections qu'il faut y apporter pour boucher encore une fois... colmater les... les brèches qui ont été... qui ont été découvertes au fil des années.

**ARCAND :** Non, mais c'est incroyable. C'est-à-dire, je comprends qu'il y ait des gens qui se... se cassent, travaillent très fort pour contourner les lois, là, mais ça montre quand même qu'il y a de la place pour du financement... plus ou moins propre.

**BLANCHET :** Effectivement. Alors là, là-dessus, écoutez : il y en a qui ont beaucoup d'imagination ; ça, on l'a vu dans les enquêtes qu'on fait, là. Mais c'est de trouver le moyen de colmater ça. C'est pas facile, hein. C'est que, encore une fois, prendre des poursuites en semblable matière, là, ça nous prend des délateurs. Puis des

délateurs, là, il y en a pas beaucoup. Ça prend quelqu'un – par exemple dans le cas de compagnies qui financent illégalement un parti politique – un employé qui est... qui faisait partie du système. Parce qu'on sait comment ça marche, hein : les employeurs donnent de l'argent à leurs employés, puis ils les remboursent. Puis l'employé, lui, donne sa contribution maximale annuelle, puis ça l'air... ça passe de même, là.

ARCAND : Encore...

BLANCHET : Alors, comment faire pour colmater ça ? Alors, à ce moment-là, ça prend un délateur, quelqu'un, un employé qui s'est fait mettre dehors puis qui est pas content ; puis à ce moment-là, il vient nous voir puis il nous dit : « Voici ce que j'ai fait, puis voici ce que mon employeur nous a fait... nous faisait faire. » C'est comme ça que ça marche.

ARCAND : Merci, monsieur Blanchet !

BLANCHET : Au plaisir. Au revoir.

ARCAND : Au revoir. Marcel Blanchet, le Directeur général des élections du Québec. Je trouve ça important de faire la lumière avec lui, mais ça vous montre que... Bien, honnêtement, là, l'histoire des... du 200 000, les dons anonymes, j'ai appris ça dans les derniers jours, là. Je savais même pas que ça existait. Et ça veut dire que sur un million qu'on peut aller chercher en financement propre, légal, t'as un 200 000 d'enveloppes qui peut passer, où t'as pas rien à dire. Vous allez me dire : comment est-ce qu'on fait pour dire c'est anonyme ? Mais comme dit Jean : tu remplis la petite enveloppe, puis tu la mets dans le fonds du panier, puis tu dis : « Regarde, là : c'est la mienne. » Tu laisses traîner ta carte d'affaires dans le fond du panier – pas dans l'enveloppe. Puis habituellement, on est assez subtil dans ces affaires-là pour savoir de qui ça vient, puis ce qu'on souhaite en retour. Pour ce qui est des courses à la direction, c'est vrai que Labonté, lui, il sera pas poursuivi : il a le droit de prendre l'argent... il aurait pu prendre 25 millions pour sa course à la direction. C'est parfaitement légal. C'est pas soumis à aucune réglementation. La seule chose, comme dit monsieur Blanchet : est-ce qu'il y a eu le principe des vases communicants entre le parti et la caisse électorale de Labonté ? Il est 8h42.